

La communauté africaniste française au crible de la crise rwandaise (1)

DEPUIS 1994, les réactions des universitaires face à la crise rwandaise ont révélé un certain nombre de points faibles dans ce qu'on peut appeler, par commodité, la CAF (communauté africaniste française) (2). Au cours des premiers mois, l'audience naturelle visée par les spécialistes de la région des Grands Lacs fut d'abord et avant tout l'opinion publique et les responsables politiques. Cependant, au fur et à mesure que la situation d'urgence se calmait (remplacée, il est vrai, par de nouveaux soucis liés à la situation des réfugiés, par le dérapage de la situation au Burundi et à l'est du Zaïre, et par une suspicion croissante à l'endroit du nouveau régime de Kigali), aucun universitaire n'entreprit de réunir un large public de spécialistes afin d'amorcer une réflexion collective sur les problèmes intellectuels et théoriques soulevés par le conflit rwandais. En France, la mobilisation scientifique autour de la crise rwandaise s'est élaborée sur un mode individuel seulement, l'action collective se cantonnant à l'action humanitaire, politique et citoyenne.

A travers les contacts que j'avais alors aux États-Unis, je fus frappée en revanche par le fait que la crise rwandaise donnait lieu à de nombreuses réunions scientifiques, organisées à l'initiative d'africanistes ou d'instituts universitaires de recherche, et visant non seulement à informer un vaste public, mais aussi à rassembler des chercheurs afin de commencer à affronter le formidable défi intellectuel que la crise présentait aussi, en questionnant le savoir élaboré sur l'histoire de l'ethnicité, sur la formation des identités politiques et sociales, sur la construction de l'État-nation en Afrique ou sur l'usage de la violence.

A la lumière de ce contraste, je voudrais donc avancer l'hypothèse selon laquelle les universitaires français ont perçu la crise rwandaise pres-

(1) Texte présenté en anglais lors de la 39^e conférence annuelle de l'ASA (African Studies Association), San Francisco, novembre 1996. Panel, « A Discipline in Transition: African Studies in France », avec C. Coquery-Vidrovitch et D. Gondola. Une version plus longue de cet article est à paraître dans *Africa Today*, 45, n° 1, 1998. Ma position propre au sein de la CAF entre 1994 et 1996 ne différerait pas de

celle de la majorité de mes collègues, et je m'inclue sans ambages dans le commode « ils » employé ci-dessous.

(2) Je remercie très vivement J.-P. Chrétien, C. Vidal, O. Goerg et J. Vansina pour m'avoir fait part de leurs réflexions. Ces lignes n'auraient pu être écrites sans leur aide. Les hypothèses de cet article ne relèvent que de ma responsabilité.

que exclusivement comme un défi politique, et non comme un questionnement des certitudes intellectuelles et théoriques élaborées au sein de leur propre discipline. Ce phénomène mérite que l'on s'y attarde quelque peu, et que l'on tente d'avancer un certain nombre d'explications : entre autres, la proximité particulière du politique sur la scène intellectuelle française, la marginalité structurelle des études africanistes dans l'enseignement universitaire, et le décalage de plus en plus accentué entre enseignement et recherche de pointe.

La mobilisation politique

La plupart des spécialistes français de la région des Grands Lacs réagirent vigoureusement au déclenchement de la crise, dès avril 1994, en publiant des articles dans la presse, en organisant des ateliers d'information, et en participant à de nombreux entretiens et conférences publiques. Parmi eux, quatre furent particulièrement actifs au niveau national : Jean-Pierre Chrétien, historien spécialiste du Burundi et de l'histoire de l'ethnicité dans la région des Grands Lacs ; Gérard Prunier, historien de l'Ouganda et de la Corne de l'Afrique, devenu récemment un des meilleurs spécialistes du Rwanda contemporain et du Front patriotique rwandais ; Claudine Vidal, sociologue spécialiste du Rwanda à l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales) ; et André Guichaoua, professeur à l'Université de Lille, présent au Rwanda au moment du génocide. Tous quatre s'engagèrent immédiatement auprès d'organisations humanitaires et citoyennes, intervenant la plupart du temps aux côtés de membres de Médecins sans frontières, d'associations humanitaires, de juristes et de militants.

Cette stratégie se justifiait par le souci de dépasser le cercle restreint des universitaires pour alerter le grand public, les médias et le gouvernement, en s'attaquant au cliché de massacres perçus comme « tensions tribales » anciennes, primitives et a-historiques, afin d'y dénoncer un véritable génocide, politique et organisé. D'autant que Jean-Pierre Chrétien et Gérard Prunier avaient écrit plusieurs articles depuis 1990-1991 (date de l'échec d'une première tentative d'incursion FPR (Front patriotique rwandais) au Rwanda, et de la répression sanglante menée par le gouvernement Habyarimana envers les opposants au régime et contre les Tutsi), mettant en garde contre la montée des tensions dans la région (3).

En dehors de ce cercle restreint, beaucoup d'africanistes se mobilisèrent au niveau local et régional en conviant associations départementales et communales, militants et représentants professionnels, syndicaux et humanitaires, et une audience citoyenne large à des réunions d'information. A ma connaissance, les réunions les plus importantes eurent lieu à

(3) J.-P. Chrétien, « Presse libre et propagande raciste au Rwanda. *Kangura* et les 10 commandements du Hutu », *Politique africaine*, n° 42, juin 1991, pp. 109-120, « Le régime de Kigali et l'intervention française au Rwanda. Sortir du silence », *Bulletin du CRIVED*, n° 105,

février-mars 1992, « Le Rwanda et la France : la démocratie ou les ethnies ? », *Esprit*, 1994, pp. 190-195. Gérard Prunier, « Éléments pour une histoire du Front patriotique rwandais », *Politique africaine*, n° 51, 1993, pp. 121-138.

Strasbourg, à la Maison de la Paix à Verdun, à Aix-en-Provence (juin 1994), à Rennes (été 1994), à Nantes (juin 1995) et à Paris, dont celle organisée à l'invitation de Claudine Vidal à la Maison des sciences de l'homme (EHESS) avec un nombre important de non-universitaires. Certaines reçurent le soutien du gouvernement français, ou d'organismes publics (4).

Au total, l'importance de la réaction des universitaires au génocide apparaît à bien des égards remarquable, s'appuyant en partie sur un réseau humanitaire très efficace et très populaire, beaucoup plus impliqué dans le débat national et politique français que son homologue américain, et sur la précoce mobilisation des spécialistes des Grands Lacs depuis le début des années 1990. Cette unanimité citoyenne ne tarda pourtant pas à montrer ses limites et à s'effriter progressivement.

Le rôle direct joué par la France au Rwanda durant l'opération Turquoise, mais aussi sa politique de soutien au régime Habyarimana (5), provoqua de rapides divisions au sein de la CAF. Au plus fort de la crise, Gérard Prunier fut sans doute celui qui s'engagea le plus avant, en prenant part aux travaux de l'équipe ministérielle chargée d'organiser l'opération Turquoise, fort critiquée, du 23 juin au 21 août au sud-ouest du Rwanda (6). Le rôle actif de spécialistes auprès du gouvernement français ou contre lui cristallisa un sentiment de doute ou du moins d'inconfort grandissant parmi les africanistes moins engagés, d'autant que des rumeurs commencèrent à circuler sur les supposées sympathies « pro-Tutsi » des uns, et « pro-Hutu » des autres. L'illusion entretenue par beaucoup d'intellectuels et d'universitaires vis-à-vis de la scène politique, leur complexe d'impuissance, si typique de la situation française, joua un rôle considérable dans cette prise de distance. L'impact qu'ils supposent à tort ou à raison avoir dans l'opinion, voire dans les prises de décision politiques, firent que beaucoup d'africanistes non spécialistes, peu au courant des tenants et des aboutissants de la crise, se sentirent obligés de laisser le débat et l'engagement public aux « vrais » spécialistes. En septembre 1994, un article de Jean-Pierre Chrétien dans *L'Histoire*, revue largement lue parmi les universitaires, renforça la tendance au repli. Son titre provocateur : « Il n'y a pas de guerre ethnique au Rwanda ! » parut à beaucoup exagérément polémique, et surprit une audience mal avertie des débats en cours sur la construction-déconstruction de l'ethnicité (7). L'article ne réussit pas à provoquer la naissance d'un débat scientifique parmi la CAF. Au contraire, il encouragea sans doute une bonne partie de celle-ci à se mettre prudemment en retrait et à éviter désormais de prendre position publique sur une crise jugée trop compliquée, trop glissante et trop politisée.

(4) L'atelier et la conférence, tenus en juin 1995 à l'Institut pour la recherche juridique (Université de Paris 1), furent soutenus par l'Agence française de coopération technique et culturelle.

(5) Se reporter à la décupante analyse de J.-F. Bayart et G. Massiah, « La France au Rwanda », *Les Temps Modernes*, n° 583, juillet 1995, pp. 217-227.

(6) Relation dans G. Prunier, *The Rwanda Crisis*, New York, Columbia University Press, 1996, pp. 282-295.

(7) J.-P. Chrétien, « Il n'y a pas de guerre ethnique au Rwanda ! », *L'Histoire*, n° 180, septembre 1994, pp. 70-73.

Clameurs et silences scientifiques

Pourtant, le bilan éditorial de la recherche francophone sur la crise rwandaise s'avère à ce jour considérable, beaucoup plus nourri que dans les pays anglo-saxons. A ma connaissance, un seul ouvrage universitaire fut publié aux États-Unis après le génocide : il s'agit du livre de René Lemarchand, *Burundi : Ethnic Conflict and Genocide* (New York, Cambridge University Press), augmenté en 1995 d'une postface consacrée aux événements récents. En revanche, les spécialistes français et francophones, grâce à un soutien éditorial extrêmement dynamique, réussirent dans le même temps à publier cinq ouvrages d'ampleur : Jean-Pierre Chrétien, *Les médias du génocide* (Paris, Karthala, 1995) et *Le défi de l'ethnisme. Rwanda et Burundi : 1990-1996* (Paris, Karthala, 1997) ; Chrétien et alii, *Rwanda, un génocide du XX^e siècle* (Paris, Karthala, 1995) ; André Guichaoua (dir.), *Les crises politiques du Burundi et du Rwanda, 1993-1994* (Lille, Presses universitaires de Lille, 1995) ; Philip Reyntjens, *L'Afrique des Grands Lacs en crise* (Paris, Karthala, 1995), ouvrage écrit en réalité avant la crise, mais augmenté d'une postface importante. Enfin, Gérard Prunier choisit de publier en anglais une analyse à chaud de la crise : *The Rwanda Crisis* (New York, Columbia University Press, 1995).

Du côté des revues scientifiques, beaucoup d'énergie fut dépensée, à juste titre d'ailleurs, pour informer un large public. Le fruit le plus marquant de cette politique éditoriale fut la parution d'un numéro spécial des *Temps Modernes*, en juillet-août 1995 sous la direction de Claudine Vidal et Marc Le Page (8).

Mais comment comprendre qu'en France, aucun journal africaniste conséquent n'ait consacré, depuis 1994, un numéro, ou au moins partie d'un numéro, aux événements rwandais ? Ni les *Cahiers d'études africaines*, ni la *Revue française d'histoire d'outre-mer* n'ont à ce jour publié d'articles ou d'éditorial sur le sujet. *Politique africaine* s'est montré le plus généreux, en consacrant une brève première page dans son numéro de juin 1994, puis deux articles en 1995, l'un sur le destin de la seconde république rwandaise, l'autre sur l'interprétation de la crise parmi les chercheurs belges (9).

Certes, la publication des revues, sans parler de l'élaboration d'articles détaillés, prennent du temps et obéissent à des contraintes fortes. Mais il est clair qu'il n'y a pas eu dans ce pays d'effort collectif, voire de projet parmi la CAF de penser les défis intellectuels et théoriques que la crise pose de toute évidence aux disciplines diverses du champ africain ? Il me semble que le génocide rwandais a largement été interprété en France selon une perspective qui tend à enfermer la crise dans la seule histoire des Grands Lacs et à se détourner, pour l'instant, des conséquences immenses de ce séisme humain et épistémologique.

(8) *Les Temps Modernes*, numéro spécial sur « Les politiques de la haine. Rwanda, Burundi, 1994-1995 », n° 583, juillet-août 1995, 315 p. Voir aussi la revue *Esprit* où J.-P. Chrétien publia deux articles, « Pogromes sur les collines », juillet 1994, pp. 16-30, et « Rwanda 1994. Mémoire ou négation d'un génocide »,

mars 1995, pp. 99-110. *Hérodote* a publié enfin deux excellents articles sur le Rwanda, écrits respectivement par G. Prunier, et par A. Bart, F. Bart, et F. Imbs, *Hérodote*, n° 72-73, juin 1994.

(9) *Politique africaine*, n° 54, juin 1994. *Politique africaine*, n° 56, janvier 1995, et *id.*, n° 59, octobre 1995.

Je n'ai pas la naïveté de soutenir que l'explication historique de la crise ne tient pas fortement aux racines de l'histoire très particulière de cette région. Je crois même qu'il serait dramatique que le génocide rwandais soit dilué, comme l'opinion publique tend si souvent à le faire, dans une sorte d'Afrique indifférenciée, catastrophique par définition et désespérante en général, et qu'il est absolument nécessaire de lui rendre sa particularité, sa complexité et sa densité propre. Mais, aussi légitime et rigoureuse qu'elle soit, cette perspective épuise-t-elle les retombées intellectuelles de l'événement ? Ne mène-t-elle pas beaucoup d'africanistes français à déléguer frileusement aux seuls « spécialistes » du Rwanda et du Burundi le devoir d'interroger et d'interpréter ? Les massacres, l'organisation politique de la haine ethnique, l'attitude internationale, n'interrogent-ils pas plus largement ce que nous savons sur la formation et la mobilisation des identités collectives, les perceptions nationales et ethniques, la violence individuelle et publique, le modelage des entités régionales et nationales dans l'Afrique d'aujourd'hui ?

Les survivants de la restauration

Ce silence me paraît jeter une lumière crue sur la relative impuissance des africanistes dans le système académique français et, en leur sein même, la place secondaire que la recherche a dévolue aux concepts scientifiques qui s'avèrent centraux dans la crise du Rwanda.

L'université française vit depuis quelques temps une période de restauration. Dans ces années frileuses de maigres postes et d'abondance de candidats, il fait de moins en moins bon, à quelques exceptions près, de s'afficher spécialiste des « mondes extra-européens », comme le disent dans un touchant ethnocentrisme ceux qui détiennent les clés des postes universitaires, lesquels tendent de plus en plus à être dévolus aux spécialistes d'histoire de France. Tel qui s'aventure hors des confins subalpins risque de ne pas les retraverser. À l'est de l'Allemagne, point de salut ; le nord de l'Europe est inexistant ; quant aux continents lointains... Dans cette uniforme grisaille, les études africaines font figure d'heureuse exception. En termes de nombre de postes, de reconnaissance scientifique, elles représentent encore aujourd'hui un des rares bastions de ce que l'*establishment* universitaire français appellerait volontiers « les aires marginales ». Cependant, ce bastion recèle quelques failles, et une comparaison avec les études africaines aux États-Unis s'avère éclairante.

Cette communauté d'abord n'en est pas une, au moins sur le plan institutionnel. Pas d'association commune, pas de pouvoir de mobilisation et d'échange comparable, même à plus petite échelle, à la puissante African Studies Association américaine (ASA), qui draine à sa conférence annuelle plusieurs milliers de spécialistes. De plus, malgré les projets collectifs, la compétition prévaut souvent entre les différents programmes de recherches et d'études au sein des universités, d'autant que les subventions proviennent pour chacun d'une même source : le gouvernement français.

Sur le plan individuel, les africanistes sont pour la plupart dispersés dans un petit nombre de postes appartenant à différentes universités. Seuls Aix-en-Provence, Bordeaux, Paris 1 et Paris 7 échappent à cette règle com-

muné. Ailleurs, le ou les africanistes ne représentent pas un poids conséquent face à leurs collègues, faiblesse mal compensée par le petit nombre de postes dévolus aux chercheurs africanistes dans les instituts de recherche comme le CNRS, l'EHESS, l'ORSTOM ou le CERI, qui entretiennent relativement peu d'échanges scientifiques réguliers avec les universités.

Venons-en au fond du problème. Les postes universitaires en histoire sont en France prioritairement définis selon un principe chronologique, et seulement de manière marginale par aire géographique de spécialisation (ou *area studies* en anglais). Le curriculum est organisé solidement, pour ne pas dire implacablement, autour d'un enseignement général axé principalement sur l'histoire des sociétés occidentales, avec de fortes contraintes d'équilibre chronologique (période ancienne, médiévale, moderne et contemporaine). Produits de ce système, les africanistes français ne se lancent véritablement dans leur discipline qu'à la fin de leurs études, et de manière presque accessoire.

Dans les années 1960 et 1970, l'histoire et les études africaines se sont imposées et ont survécu en incorporant et en acceptant le modèle dominant. Il n'y a rien là d'original, et c'est le sort de la plupart des aires considérées comme « marginales » dans la plupart des systèmes universitaires. Néanmoins, le cas de la France s'avère particulier, si l'on songe que ce système, par son principe généraliste et ethnocentrique, est demeuré fondamentalement résistant à l'ouverture sur l'extérieur. En 1993, lorsque le jury de l'agrégation annonça que le nouveau programme d'histoire contemporaine porterait pendant deux années sur l'Afrique, les africanistes s'applaudirent de ce qu'ils considéraient, à juste titre, comme une victoire majeure. Plus de trente ans après que les premiers d'entre eux aient accédé à des postes d'enseignement, cette intrusion dans le temple de l'exercice universitaire apparaissait comme une consécration justifiée. Chassé de son trône avec fracas, l'ethnocentrisme revint triompher au finish : effrayé par sa propre audace, le jury s'empressa de faire porter le programme non sur l'Afrique au XIX^e et XX^e, mais sur « L'Europe et l'Afrique de 1880 à nos jours ». Ce renversement radical de problématique, transformant le sujet en histoire de la colonisation, se détournait de la recherche centrée sur l'Afrique, la plus dynamique, la plus novatrice, et la plus dérangeante pour le centralisme épistémologique français (10). A bien y réfléchir, l'anecdote montre d'ailleurs que ce n'était guère l'histoire de l'Afrique que le jury de l'agrégation reconnaissait enfin, mais de façon plus retardataire encore l'histoire coloniale, dont on peut dire qu'elle n'a, pas plus que l'histoire africaine, trouvé une vraie place dans le curriculum universitaire.

Le besoin vital de reconnaissance des individus dans leurs départements respectifs, la pression considérable des charges d'enseignement général, font que beaucoup d'africanistes ont tendance à orienter leur recherche, et surtout leur enseignement, selon une perspective scientifique

(10) L'argument du jury fut qu'il y avait trop peu de littérature disponible en français sur l'Afrique. Voir la lumineuse critique du programme par C. Coquery-Vidrovitch, « L'Europe et l'Afrique noire

au XX^e siècle. Quelques réflexions inspirées par la question aux concours de recrutement en histoire (1993-1995) », *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, n° 1-2, 1994, pp. 67-75.

« lourde » empruntée à l'aristocratie en place des domaines d'études. L'histoire économique et sociale, l'histoire de « l'impérialisme », la colonisation et la décolonisation, restent articulées sur un découpage chronologique et problématique fortement eurocentré (la partition de l'Afrique, la première et la deuxième guerres mondiales, la crise des années 1930...). L'histoire de l'État et de la construction nationale, et, en général, une histoire articulée sur une vision centripète plutôt que centrifuge des événements, constituent les domaines privilégiés de la recherche et de l'enseignement. Bien moins d'attention est portée à l'histoire culturelle, encore moins à la remise en cause des catégories d'analyse et des perspectives traditionnelles, et pas du tout à la déstabilisation de la position du chercheur occidental. L'apport d'autres disciplines, telles que l'anthropologie, la sociologie ou l'histoire de l'art est mal ou pas intégré dans l'enseignement.

Ceci explique en partie pourquoi les débats récents sur la déconstruction du concept d'ethnicité en Afrique n'ont guère pénétré la recherche et la culture générale africaniste française. Pourtant, c'est en France que sont parues certaines études pionnières sur la question, dirigées par Jean-Loup Amselle et Elikia Mbokolo, *Au cœur de l'ethnie* (Paris, La Découverte, 1986) et par Gérard Prunier et Jean-Pierre Chrétien, *Les ethnies ont une histoire* (Paris, Karthala, 1989). L'intérêt suscité par ces deux études s'est avéré relativement superficiel. Le débat s'est très vite dilué parmi les historiens, et ne s'est maintenu que parmi les politistes et quelques anthropologues, de manière d'ailleurs secondaire par rapport à l'attention toujours renouvelée pour l'État et les concepts de science politique plus classiques (11). Quant à l'utilisation de cette recherche dans l'enseignement, elle fut quasiment nulle.

A l'aune de cet échec, la surprise de beaucoup face au drame rwandais s'explique mieux. D'autant que l'analyse de la formation historique des ethnies modernes pendant la période coloniale allemande et belge ne suffit plus à embrasser la multiplicité des questionnements nouveaux dévoilés par la conflagration de 1994. La crise rwandaise nous force à aller beaucoup plus loin et à considérer, entre autres, l'imbrication complexe des identités à l'œuvre dans le conflit, leur cristallisation explosive, leur persistance, la nature de leur poids dans l'espace public et privé, leurs éclipses et leur relativité, leur manipulation postcoloniale (12). Et à analyser aussi, plus largement, la formation des cultures politiques modernes et l'émergence de représentations historiques à la fois excluantes et créatrices de communautés transitoires, phénomènes volatiles et complexes où l'État, sacro-saint cheval de bataille des africanistes français, ne joue pas forcé-

(11) Ce n'est que depuis deux ou trois ans que les articles sur les problèmes de l'ethnicité ont réapparu dans *Politique africaine* par exemple. Remarquer dans cette revue le poids de la perspective eurocentrée, et de l'État – les numéros thématiques par État-nation constituent la politique éditoriale prioritaire du journal – dans l'intitulé des numéros récents de cette revue : « François Mitterrand et l'Afrique » n° 58, 1995 ; « Le Bénin », n° 59, 1995 ; « L'Allemagne et l'Afrique », n° 60, 1996 ; « Besoin d'État », n° 61, 1996.

(12) Sur ce point voir l'incontournable travail de C. Newbury, *The Cohesion of Oppression. Clientship and Ethnicity in Rwanda, 1860-1960*, New York, Columbia University Press, 1988, et la remarquable étude de Lisa Malkki sur les discours nationalo-ethniques dans les camps de réfugiés burundais en Tanzanie : *Purity and Exile : Violence, Memory and National Cosmology among Hutu Refugees in Tanzania*, Chicago, Chicago University Press, 1995.

ment un rôle crucial. On voit mal par ailleurs comment ceci pourrait se faire en s'enfermant dans le seul espace du Rwanda et du Burundi, alors que ces questions sont au cœur du renouvellement de l'histoire politique et culturelle de l'Afrique contemporaine.

Or, pour soutenir un tel effort collectif, la France n'est pas la mieux placée. L'avancée des études sur l'ethnicité aux États-Unis s'appuie en effet sur un vaste mouvement de recherche qui, loin d'être confiné à l'Afrique, pénètre l'histoire occidentale. Là, le regard croisé est déjà en train de porter ses fruits. Alors qu'en France, l'étude de l'ethnicité ou la transformation coloniale porte toujours sur l'Autre, l'école américaine a osé étendre cette interrogation à l'Occident (13). Ce flux à double sens d'interrogations, de remises en question, de digestion presque dialectique de ce formidable épisode transformatif qu'ont été la colonisation et l'intégration active de l'Afrique dans la culture mondiale, n'est pas encore accepté, ni par les africanistes français, ni *a fortiori* par les chercheurs en sciences humaines préoccupés par la France et l'Europe (14). L'ethnie, entre autres, reste considérée comme une forme secondaire ou prématurée du politique, reliquat baroque d'une Afrique primitive qui menace la tant annoncée victoire de l'État-nation. Les Africains en sont toujours à l'ethnicité, nous à la nation, et cette vision téléologique de l'histoire fait encore emprunter à l'aire européenne des catégories d'analyse pour expliquer les conflits africains, sans voir que c'est la compréhension de l'Afrique contemporaine qui permettrait peut-être d'éclairer les désintégrations européennes de notre temps.

Pourtant, ce qui ressort en dernier lieu de cette analyse exploratoire, c'est finalement moins l'absence en France des éléments nécessaires à une large et féconde appréhension scientifique de la crise rwandaise que les signes d'une coupure de plus en plus accentuée entre la recherche de pointe et l'université, envisagée ici dans ses fonctions de transmission du savoir. Les travaux sont là, ainsi que le soutien éditorial et l'accès aux débats novateurs. Mais manquent souvent la curiosité, la disponibilité et la flexibilité institutionnelle indispensables pour que ceux-ci s'installent au cœur du débat scientifique et surtout de l'enseignement. Cette fragmentation ne fait qu'affaiblir une communauté de chercheurs accaparée et divisée par la pesanteur des cursus et des problématiques eurocentrées.

(13) Grâce, d'ailleurs, à des chercheurs africains embauchés aux États-Unis dont le plus éminent est V. Mudimbe, *The Invention of Africa*, Bloomington, Indiana University Press, 1988. Voir aussi l'essai dirigé par R. H. Bates, V. Mudimbe et J. O'Barr, *Africa and the Disciplines. The Contributions of Research in Africa to the Social Sciences and Humanities*, Chicago, The University of Chicago Press, 1993. Il est de bon ton de se gausser en France du snobisme universitaire américain consistant à se toquer de Foucault, Derrida, Bourdieu et autres Lacan. Mais c'est là ignorer que, sous d'apparentes préciosités intellectuelles, une recherche extrêmement dynamique et fertile est en train de dépasser les maîtres qu'elle a su se

donner. Citons pour exemple le considérable renouvellement du regard sur la colonisation proposé par F. Cooper et A.L. Stoler (dir.), *Tensions of Empire. Colonial Cultures in a Bourgeois World*, Berkeley, University of California Press, 1997, ou encore A.L. Stoler, *Race and the Education of Desire. Foucault's History of Sexuality and the Colonial order of Things*, Durham et Londres, Duke University Press, 1996, sans oublier, sur le discours bio-médical colonial, les travaux de M. Vaughan, S. Feierman et J. Janzen.

(14) Le cri d'alarme de D. Rivet, « Le fait colonial et nous : histoire d'un éloignement », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, 1992, pp. 127-138, est resté peu suivi d'effet.

Le Rwanda, parce qu'il n'appartient pas à l'ancien domaine impérial français, parce que les convulsions de son histoire recèlent maintes interrogations qui obligent à sortir des sentiers battus de l'africanisme français, n'a pas encore provoqué les remous épistémologiques auxquels on aurait pu s'attendre. Derrière la mobilisation citoyenne des universitaires, derrière l'engagement individuel des spécialistes, le terrain collectif où aurait pu s'amorcer l'exploration théorique de la crise rwandaise, demeure dans l'Hexagone, aujourd'hui encore, un terrain en friche.

Florence Bernault
University of Wisconsin-Madison